

On peut répartir en trois catégories générales les humains, hommes et femmes, d'après leurs réactions à de telles paroles. Il y a ceux qui se disent: "Que c'est triste", ceux qui disent: "Et puis après?" et enfin ceux qui se demandent ce qu'il y a à faire.

Quant au premier groupe, je serais porté à le mettre de côté et à le considérer comme définitivement perdu. Peut-être ai-je tort, comme il peut m'arriver de me tromper gravement dans bien d'autres domaines. Toutefois, étant donné ce que je pense de ce premier groupe, je ne m'y arrêterai pas. Si quelqu'un peut me renseigner sur les moyens d'en tirer quelque chose, je lui en serai reconnaissant.

Le deuxième groupe est peut-être à présent le plus considérable et, comme je m'efforcerais de le démontrer plus loin, le plus grand obstacle pour nous et notre plus grande tâche consistent à convaincre ces gens que c'est une question qui les intéresse intimement au point de vue de leurs affaires, de leur emploi, de leur vie familiale. Les gens du troisième groupe peuvent se subdiviser en ceux qui demandent: "Que doivent-ils faire à ce sujet?" et ceux qui demandent: "Que devons-nous faire à ce sujet?" et le nombre peut-être fort restreint de ceux qui commencent à se demander immédiatement: "Y a-t-il quelque chose que je puisse faire à ce sujet?"

A la dernière catégorie appartiennent les hommes qui se sont réunis et ont travaillé fort tard la nuit pour tracer le programme que doit exécuter, si tout se passe en conformité du plan, l'organisme généralement désigné par l'abréviation UNRRA.

La plupart d'entre nous sont encore assez jeunes pour se rappeler vaguement que nos professeurs de logique et de philosophie nous parlaient des dangers de conclure du particulier au général. Comme l'Administration de secours et de rétablissement des Nations Unies constitue un aspect particulier d'un problème fort général, nous serions donc bien avisés d'étudier d'abord brièvement le problème général et puis, en partant de là, de faire un examen détaillé de cet aspect particulier.

L'UNRRA est destinée à être une espèce de trait d'union entre ce que nous accomplissons actuellement pour gagner la guerre et ce que nous espérons accomplir pour gagner la paix, et pour instaurer une paix telle qu'il n'y aura pas de perdants, mais seulement des gagnants dans tout l'univers. Nous ne pourrions jamais nous entendre sur la nature du trait d'union à moins de nous entendre sur le grand problème auquel il mène.

Le problème d'après-guerre se divise en deux parties: les difficultés d'ordre domestique et celles qu'il faudra résoudre à l'étranger. Ce

ne sont en réalité que deux aspects différents d'un seul et même problème, mais nous aurons peut-être peine à le faire comprendre à tous nos gens ou à tous les habitants des autres pays. Si le problème de la Chine consiste en ce que sa population souffre de la famine parce qu'elle ne peut obtenir des céréales et si le problème du Canada consiste en ce que sa population souffre de la famine parce qu'elle ne peut pas vendre son grain, il y a relation directe entre les deux problèmes. Or, un prospecteur de North-Bay peut difficilement comprendre qu'il puisse être jeté sur le pavé et qu'il soit incapable d'obtenir une nouvelle allocation de subsistance parce qu'un million de gens meurent de faim dans la vallée du fleuve Bleu et, inversement, il ne sera pas facile de faire comprendre aux Chinois affamés que le marasme de l'industrie minière du Canada septentrional puisse être cause de leur misère.

Pourtant, si nous voulons trouver une solution à ce problème, il faut que tous les pays collaborent en ce sens, sans quoi le problème restera insoluble, car dès qu'une petite roue se détraque, tout le mécanisme cesse de fonctionner. Le Canada ne pourra collaborer de toutes ses forces à ce programme universel à moins que la grande majorité de ses cinq millions d'adultes ne l'aient approuvé. Or, pour qu'ils soient d'accord, même sur les principes généraux, il faut leur faire comprendre le rapport économique bien défini qui existe entre les Chinois affamés de la vallée du fleuve Bleu ou, si vous voulez, le million d'ouvriers affamés de Tchécoslovaquie et les mineurs en chômage de Sudbury ou les prospecteurs à bout de ressources des rives du Grand lac de l'Ours.

Ceux de nous qui comprennent la relation constamment plus étroite qui existe dans le monde entier entre les problèmes nationaux et les problèmes internationaux se rendent cependant compte qu'il faut aider les nations ravagées à se remettre sur pied, car rien au monde ne fera avancer le Canada dans la voie du bonheur et de la prospérité si la moitié de l'Europe est plongée dans la misère et le désespoir.

Un publiciste des Etats-Unis adressait à ses concitoyens ces paroles fort appropriées:

Le coût de la participation avec les Nations Unies aux secours de la population civile est presque insignifiant par comparaison avec le coût de toute autre méthode. Manquer de le faire aurait pour l'une de ses conséquences de prolonger la période de marasme des affaires. Chaque mois où les marchés européens et asiatiques sont incapables d'acheter nos denrées nous coûte des millions de dollars. Une autre conséquence, c'est que la guerre ne se terminerait pas avec l'armistice. Nous préparerions les voies à la troisième guerre mondiale.